

Western Climate Initiative, inc.
Budget pour l'année civile 2017 et
dépenses prévues en 2018
29 septembre 2016

Table des matières

Introduction	2
Services liés au système de plafonnement et d'échange	3
Système de suivi des droits d'émission (CITSS) : mise au point d'applications, soutien et hébergement.....	3
Service à la clientèle du Système de suivi des droits d'émission (CITSS)	4
Services relatifs aux ventes aux enchères et aux ventes de gré à gré.....	4
Services administratifs et financiers.....	5
Surveillance du marché	5
Soutien à la planification et à l'analyse.....	6
Fonds de réserve pour les flux de trésorerie.....	7
Personnel et activités directes	8
Personnel	8
Location de bureaux et équipement.....	8
Services de soutien professionnel et administratif	9
Primes d'assurance	9
Frais de déplacement et de réunion	9
Autres dépenses	10

Introduction

Le présent document décrit le budget pour l'année civile 2017 et les dépenses prévues pour l'année civile 2018, adoptés le 29 septembre 2016 par le conseil d'administration (le « Conseil ») de Western Climate Initiative, inc. (« WCI, inc. ») (en attente d'approbation par le Conseil).

Les gouvernements participants ont déterminé les exigences relatives aux services nécessaires au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission en fonction du soutien nécessaire à la mise en œuvre des programmes prévus en 2017 et en 2018. Ces exigences ont ensuite étayé la description des tâches requises par les fournisseurs de services liés au système de plafonnement et d'échange. WCI, inc. a pour sa part défini ses propres exigences concernant son personnel et son fonctionnement visant à soutenir les fournisseurs de ces services et à assumer ses responsabilités administratives et organisationnelles.

Trois événements survenus en 2016 ont par ailleurs influé sur l'établissement du budget 2017 et des dépenses prévues en 2018 :

- Ontario : En 2016, la province a adopté et publié des lois et règlements établissant son propre programme de plafonnement et d'échange de droits d'émission en vue de réduire ses émissions de gaz à effet de serre et d'en retirer les avantages environnementaux et économiques connexes. L'Ontario et WCI, inc. ont conclu une entente de financement en mars 2016. Le budget 2017 et les dépenses prévues en 2018 tiennent donc compte des coûts estimés de la reconfiguration du système de plafonnement et d'échange de WCI, inc., notamment du Système de suivi des droits d'émission (CITSS) et de la plateforme de vente aux enchères, pour faciliter l'intégration d'un nouveau gouvernement participant. Par ailleurs, les estimations tiennent compte du coût de toute modification qui pourrait s'avérer nécessaire pour que le système soit conforme aux exigences du programme de l'Ontario, lesquels sont en cours de finalisation. Les services offerts à l'Ontario par WCI, inc. ne présument pas de l'issue des discussions des gouvernements participants sur la liaison de leurs programmes.
- Nouveau fournisseur de services pour l'administration des ventes aux enchères et des ventes de gré à gré : En 2015, WCI, inc. a lancé un appel d'offres pour les services d'administration des ventes aux enchères et des ventes de gré à gré. CSRA, le fournisseur retenu, a débuté ses fonctions à l'automne de 2015, puis son contrat a été résilié en 2016, ce fournisseur ayant été incapable de remplir ses obligations contractuelles. WCI, inc. a alors entrepris de négocier une entente avec le deuxième soumissionnaire, Markit, laquelle a été approuvée par le Conseil le 14 juin 2016. Le budget 2017 comprend les coûts associés aux ventes aux enchères conjointes du Québec et de la Californie, aux ventes aux enchères indépendantes de l'Ontario et au perfectionnement de la plateforme de Markit, qui vise à en améliorer la stabilité. Le passage à cette nouvelle plateforme devrait se faire au troisième trimestre de 2017.
- Nouveau fournisseur de services financiers : WCI, inc. a lancé en 2015 un appel d'offres pour ces services, au terme duquel aucun fournisseur n'a été retenu. En 2016, WCI, inc. a donc lancé une demande d'expression d'intérêt pour les mêmes services. Le personnel de

WCI, inc. est en négociation avec la société de fiducie de la division nord-américaine de la Deutsche Bank, qui a répondu à la demande d'expression d'intérêt. Le budget 2017 et les dépenses prévues en 2018 incluent une estimation des coûts pour les services financiers, d'ici la conclusion d'une entente avec un fournisseur.

Le budget et les prévisions qui en découlent, présentés ci-dessous, constituent la meilleure estimation des besoins fiscaux de WCI, inc. pour les deux années concernées. Tous les montants sont en dollars américains (USD).

Le budget 2017 et les dépenses prévues en 2018, présentés au tableau 1, se divisent en deux catégories : *Services liés au système de plafonnement et d'échange* et *Personnel et fonctionnement de WCI, inc.* La première catégorie comprend les dépenses pour les services nécessaires au soutien des programmes d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre des gouvernements participants. La seconde représente les charges d'exploitation de WCI, inc.

Tableau 1 : Budget total de WCI, inc. pour 2017 et dépenses prévues en 2018

	Budget 2017	Prévisions 2018
Services liés au système de plafonnement et d'échange	3 802 269 \$	2 934 037 \$
Personnel et fonctionnement de WCI, inc.	991 667 \$	996 914 \$
Total	4 793 936 \$	3 930 951 \$

Services liés au système de plafonnement et d'échange

La catégorie *Services liés au système de plafonnement et d'échange* comprend des estimations des coûts associés à l'atteinte de l'objectif de WCI, inc., soit « fournir des services consultatifs techniques et scientifiques » aux gouvernements participants. WCI, inc. confie en sous-traitance les services de soutien nécessaires à l'exécution des programmes des gouvernements participants. Le budget 2017 et les dépenses prévues en 2018 pour la prestation de ces services sont décrit ci-dessous. Un résumé est également présenté au tableau 2. Les services requis et leur coût se fondent sur l'expérience de WCI, inc. en matière de gestion des contrats avec chacun des fournisseurs et sur les travaux exécutés subséquentement.

Les *Services liés au système de plafonnement et d'échange* soutiennent les programmes des gouvernements participants. Sous réserve d'un financement suffisant, la portée des services des fournisseurs peut s'étendre afin d'intégrer d'autres gouvernements participants.

Système de suivi des droits d'émission (CITSS) : mise au point d'applications, soutien et hébergement

Depuis 2011, WCI, inc. et les gouvernements participants collaborent avec la société SRA International, inc. (aujourd'hui CSRA) au développement et au soutien technique du Système de

suivi des droits d'émission (CITSS), qui offre à tous les participants au marché la possibilité d'ouvrir des comptes afin de détenir et de retirer des droits d'émission ainsi que d'effectuer des transactions avec d'autres titulaires. Le système CITSS soutient les programmes de la Californie et du Québec, en anglais et en français.

L'hébergement du système comprend des services et des technologies (logiciel et équipement) de maintien en ligne selon les différents niveaux de service requis pour tous les participants des programmes et pour le personnel des gouvernements y étant affecté.

C'est le California Air Resources Board (CARB) qui a financé le développement initial du CITSS. En mai 2012, WCI, inc. a mandaté SRA International, inc. pour poursuivre le développement de la plateforme et assurer son hébergement, et a ensuite prolongé son contrat. La dernière modification du contrat, qui garantit la prestation des services jusqu'au 31 décembre 2017, porte sa valeur totale à 7 052 443 \$.

Selon le contrat entre WCI, inc. et SRA International, inc., le budget consacré au développement du système CITSS, au soutien technique et à son hébergement sont de 1 220 000 \$ pour 2017. Les dépenses prévues pour ces services en 2018 sont de 1 120 000 \$.

Les dépenses prévues en 2018 comprennent l'hébergement et le soutien technique, de même que les éventuelles exigences des gouvernements participants.

Service à la clientèle du Système de suivi des droits d'émission (CITSS)

Le service à la clientèle de WCI, inc. offre du soutien par téléphone et en ligne aux utilisateurs du système CITSS de tous les gouvernements participants. Le fournisseur de ce service traite les demandes des utilisateurs, répond aux questions relevant de sa compétence et transmet les autres au personnel désigné de WCI, inc. et des gouvernements participants.

WCI, inc. a confié ces services à ICF Incorporated, SARL (ICF). En mai 2015, le Conseil a approuvé la prolongation de deux ans de ce contrat. La valeur totale du contrat s'élève à 361 126 \$ pour la période du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2017. Comme pour son budget 2017, les dépenses prévues du service à la clientèle en 2018 sont de 15 000 \$.

Services relatifs aux ventes aux enchères et aux ventes de gré à gré

WCI, inc. soutient les gouvernements participants dans l'organisation de ventes aux enchères de leurs droits d'émission de gaz à effet de serre conformément à leurs exigences ainsi que dans l'exécution de ventes de gré à gré. En 2011, le CARB a mandaté Markit Group Limited (Markit) pour assurer le développement et l'implantation de la plateforme de ventes aux enchères et de ventes de gré à gré ainsi que pour agir comme administrateur des ventes aux enchères et des ventes de gré à gré. En janvier 2013, après la liaison des programmes de la Californie et du Québec, WCI, inc. a conclu un contrat avec la même entreprise lui demandant d'adapter cette plateforme en conséquence. Le contrat avec Markit a ensuite été prolongé au 31 décembre 2016.

En 2015, conformément à sa Politique d'approvisionnement, WCI, inc. a lancé, en collaboration avec les gouvernements participants, un appel d'offres pour les services d'administration des

ventes aux enchères et des ventes de gré à gré. Le fournisseur retenu, SRA International, a obtenu un contrat d'une valeur totale de 3 380 571,10 \$ pour la période du 8 octobre 2015 au 31 janvier 2021. Les travaux ont commencé selon le calendrier, mais ce fournisseur ayant été incapable de remplir ses obligations contractuelles, le Conseil a résolu de résilier le contrat en juin 2016. WCI, inc. s'est tournée vers le deuxième soumissionnaire, Markit. Le Conseil a approuvé le contrat conclu avec Markit, pour une valeur totale de 3 977 023 \$. Le budget 2017 comprend les coûts liés aux ventes aux enchères conjointes du Québec et de la Californie, aux ventes aux enchères indépendantes de l'Ontario et au perfectionnement de la plateforme de vente aux enchères. Le passage à la nouvelle plateforme devrait se faire au troisième trimestre de 2017. Le budget 2017 affecte 1 341 732 \$ aux services d'administration des ventes aux enchères et des ventes de gré à gré, et les dépenses prévues à cet égard en 2018 s'élèvent à 781 500 \$.

Services administratifs et financiers

Dans le cadre du soutien aux ventes aux enchères et aux ventes de gré à gré, WCI, inc. offre des services administratifs et financiers comme l'évaluation des garanties financières et la perception des sommes dues lors des ventes aux enchères et des ventes de gré à gré. En collaboration avec les gouvernements participants, le CARB a conclu un contrat en 2011 avec la Deutsche Bank visant à assurer ces services pour les ventes aux enchères et les ventes de gré à gré du CARB. En 2013, WCI, inc. a mandaté cette banque pour des services de soutien à la première vente aux enchères du Québec et aux ventes aux enchères conjointes. Le contrat avec la Deutsche Bank a été modifié afin de prévoir la prestation de services administratifs et financiers jusqu'au 31 décembre 2016. La valeur totale du contrat s'établit à 744 685 \$.

En février 2016, WCI, inc. a lancé une demande d'expression d'intérêt pour des services financiers, conformément à sa Politique d'approvisionnement, qui s'est conclue par l'octroi d'un contrat à la Deutsche Bank (en attente d'approbation par le Conseil). La valeur totale de ce contrat, qui vient à terme le 31 janvier 2021, s'établit à 3 072 000 \$. Le budget 2017 affecte 824 000 \$ à ces services qui comprennent les ventes aux enchères conjointes du Québec et de la Californie et les ventes aux enchères indépendantes de l'Ontario. Les dépenses prévues en 2018 s'élèvent quant à elles à 640 000 \$.

Surveillance du marché

En appui aux activités des gouvernements participants, WCI, inc. confie en sous-traitance l'analyse nécessaire à la surveillance du marché. Ces services comprennent l'examen et l'évaluation des ventes aux enchères et des ventes de gré à gré en vue de détecter toute activité inappropriée sur les marchés ou toute déviation par rapport aux exigences des programmes des gouvernements participants. De plus, ces analyses incluent la surveillance continue des quantités d'unités d'émission et de crédits compensatoires détenus et des transferts afin de déceler toute activité potentiellement inappropriée sur les marchés. Les résultats de ces analyses sont communiqués aux gouvernements participants, qui conservent leurs responsabilités et leur pouvoir en matière de surveillance du marché.

En 2015, conformément à sa politique d'approvisionnement, WCI, inc. a lancé, en collaboration avec les gouvernements participants, un appel d'offres pour les services de surveillance du marché. Le fournisseur retenu, Monitoring Analytics, a obtenu un contrat d'une valeur totale

691 390 \$ pour la période du 1^{er} décembre 2015 au 31 janvier 2020, assorti d'une option de prolongation de deux ans, d'une valeur de 324 127 \$.

Le budget de 161 537 \$ pour les services de surveillance du marché en 2017 se fonde sur ce contrat et comprend les coûts de la prestation des services d'un nouveau gouvernement participant, l'Ontario. Les dépenses prévues en 2018 sont de 137 537 \$. Ce montant est inférieur à celui de 2017 puisque les travaux de surveillance nécessaires à l'intégration de l'Ontario et ceux associés à la nouvelle plateforme de vente aux enchères se termineront en 2017.

Soutien à la planification et à l'analyse

Conformément aux directives du Conseil, WCI, inc., en collaboration avec les gouvernements participants, effectuera la planification et l'analyse des besoins en services de soutien continu des programmes des gouvernements participants en 2017 et 2018 et prendra les mesures qu'il faut pour y répondre. Au cours des prochaines années, les gouvernements participants modifieront leurs programmes, en précisant leurs activités au-delà de 2020. De plus, les discussions qui s'annoncent pourraient nécessiter d'offrir des services de soutien à un plus grand nombre de gouvernements participants.

De concert avec les gouvernements participants, WCI, inc. analysera les activités suivantes :

- La technologie. De possibles changements technologiques nécessaires au bon fonctionnement du CITSS et des services de ventes aux enchères pourront être évalués. La pertinence des systèmes existants et des méthodes d'approvisionnement actuelles pour des services de soutien continu et la possible expansion à de nouveaux gouvernements nécessite une révision.
- Les processus. De possibles changements aux processus de WCI, inc., des sous-traitants et des gouvernements participants pourront être évalués. L'extensibilité des processus actuels (y compris les groupes de travail) dans le but d'y inclure d'autres gouvernements nécessite une révision. Divers scénarios selon lesquels WCI, inc. assumerait plus de responsabilités de soutien administratif afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle entre les gouvernements participants pourront être évalués.
- Le processus de liaison. La simplification du processus de liaison et la coordination des analyses nécessaires à cet effet pourrait permettre de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité opérationnelle des gouvernements participants. WCI, inc. pourrait également évaluer les diverses options concernant la coordination de ces activités au nom des gouvernements participants.

Le budget 2017 et les dépenses prévues en 2018 comprennent chacun 240 000 \$ pour les activités susmentionnées. Les prévisions budgétaires se fondent sur les honoraires potentiels de conseillers et de sous-traitants pour les différentes activités envisagées. Conformément aux directives du Conseil de WCI, inc., le budget servira à obtenir des services de soutien pour la planification, l'analyse et les activités connexes. Toute utilisation des fonds sera assujettie aux directives et à l'approbation du Conseil.

Fonds de réserve pour flux de trésorerie

Aux fins de gestion financière circonspecte, WCI, inc. conserve des fonds suffisant pour assumer de quelconque dépense imprévue ou retard dans le versement de son financement sans nuire à la prestation de services aux gouvernements. La constitution de ce fonds de réserve s'appuie sur le principe que les ententes de financement ont généralement une durée de deux ans, alors que les budgets sont établis annuellement. Ainsi, WCI, inc., sous réserve de l'approbation du Conseil et des gouvernements participants, dispose d'une certaine marge de manœuvre quant à ses dépenses d'une année à l'autre.

Dès la fin de 2012, après sa première année d'activité, WCI, inc. s'est constitué un tel fonds de réserve pour établir ses budgets avec prudence, c'est-à-dire prévoir des budgets pour les ventes de gré à gré même si elles n'ont pas encore été nécessaires, et assumer certaines dépenses anticipées, notamment l'embauche de personnel. Depuis la mi-2013, ce fonds de réserve équivaut environ aux dépenses prévues pour six mois.

Le fonds de réserve de WCI, inc. ne figure pas au budget puisqu'il ne s'agit pas d'une dépense prévue. Les ententes de financement des gouvernements participants ont été et seront établies en fonction d'un tel fonds de réserve. Si celui-ci venait à s'épuiser, le montant prévu par ces ententes de financement pourrait être inférieur à celui d'un futur budget. Pour qu'il soit suffisant, le directeur général recommande de maintenir un fonds de réserve équivalant environ aux dépenses prévues pendant six mois et de réviser ce niveau au moment d'établir le budget 2018 et les dépenses prévues en 2019. Les ententes de financement des gouvernements participants pour ces mêmes années devront être révisées en conséquence.

Le fonds de réserve pour flux de trésorerie se distingue d'autres postes budgétaires ayant un nom semblable, notamment le « fonds de réserve pour l'approvisionnement » figurant au budget 2015. WCI, inc. a procédé à plusieurs appels d'offres en 2015 et en 2016. Le fonds de réserve pour l'approvisionnement prévoyait des travaux supplémentaires pour l'adaptation des systèmes existants ou le développement de nouveaux systèmes ainsi qu'un possible chevauchement dans la prestation de services en cas de changement de fournisseur. WCI, inc. n'envisage aucun appel d'offres d'envergure en 2017 ni en 2018.

Tableau 2 : Budget 2017 pour les services liés au système de plafonnement et d'échange, et dépenses prévues en 2018

	Budget 2017	Prévisions 2018
Développement, soutien et hébergement du système CITSS	1 220 000 \$	1 120 000 \$
Service à la clientèle du système CITSS	15 000 \$	15 000 \$
Services de ventes aux enchères	1 341 732 \$	781 500 \$
Services administratifs et financiers	824 000 \$	640 000 \$
Surveillance du marché	161 537 \$	137 537 \$
Soutien à la planification et à l'analyse	240 000 \$	240 000 \$

Total partiel	3 802 269 \$	2 934 037 \$
---------------	--------------	--------------

Personnel et fonctionnement de WCI, inc.

La catégorie *Personnel et fonctionnement de WCI, inc.* comprend l'estimation des charges d'exploitation de WCI, inc., notamment les sommes consacrées à la rémunération et aux avantages des employés, à la location et au matériel des bureaux, aux services de soutien professionnel et administratif, aux primes d'assurance, aux frais de déplacement et de réunion et aux autres dépenses d'exploitation directe. Les estimations budgétaires s'appuient sur l'exploitation réelle de WCI, inc. et sur l'évolution des exigences du programme de plafonnement et d'échange de WCI, inc. en fonction des précisions des gouvernements participants. Le résumé du budget 2017 révisé et des dépenses prévues en 2018 se trouvent au tableau 3, et leur description est présentée ci-dessous.

Personnel

Selon les directives du Conseil, les responsabilités de WCI, inc. relèvent de son personnel, y compris la gestion des activités courantes et même la supervision et la gestion des fournisseurs engagés pour la prestation des services de plafonnement et d'échange décrits précédemment. Le budget 2017 et les dépenses prévues en 2018 comprennent quatre postes :

- un directeur général situé aux États-Unis;
- un directeur général adjoint situé au Canada, qui soutient le directeur général en ce qui concerne les exigences régissant les activités commerciales et d'exploitation, et qui gère les projets de plafonnement et d'échange;
- un chef de projet qui coordonne les services de plafonnement et d'échange;
- un directeur de bureau ou adjoint administratif.

Le budget 2017 révisé et les dépenses prévues en 2018 comprennent la rémunération et les avantages des employés ainsi que les honoraires des fournisseurs de services consultatifs. Le budget 2017 accorde 567 167 \$ au personnel, dotation comprise, et les dépenses prévues en 2018 se chiffrent à 572 414 \$.

Location de bureaux et équipement

WCI, inc. a ouvert un bureau à Sacramento, en Californie, en septembre 2012 et un autre à Québec en mars 2016. Il s'agit dans les deux cas de bureaux de direction entièrement meublés qui comprennent l'accès à un photocopieur, à Internet, au téléphone et à d'autres fournitures de bureau courantes.

Le budget 2017 pour la location de bureaux, d'ordinateurs, de fournitures et d'autre matériel de bureau s'élève à 86 400 \$, tout comme les dépenses prévues à cet égard en 2018.

Services professionnels et de soutien administratif

WCI, inc. a retenu les services de plusieurs professionnels pour le soutien de ses activités à Sacramento et à Québec, notamment :

- des avocat-conseils;
- des comptables chargés des systèmes comptables, des conseils liés aux méthodes comptables, des rapports sur les activités financières de l'organisation et des déclarations de revenus;
- un auditeur;
- des services de la paie assumant aussi les documents d'impôt sur le revenu et la gestion de plusieurs aspects des ressources humaines comme les avantages sociaux.

WCI, inc. a aussi accordé une partie de son budget aux services de traduction vers le français et l'anglais, de technologie de l'information (TI), de communication et de sensibilisation. Le budget TI est surtout consacré à l'achat de certificats de sécurité (SSL) pour les sites Web propres à l'administration du programme et à des services de maintenance de l'équipement par un sous-traitant TI. Le budget de sensibilisation et de communication couvre les coûts des séances de mobilisation de participants, de la transmission des principaux renseignements sur les programmes et de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour du site Web de WCI, inc., selon la décision du conseil et du directeur général.

Selon les estimations, ces services de soutien professionnel et administratif totaliseront 244 100 \$ par année. Pour chaque année, on compte les services juridiques (96 000 \$), de comptabilité (36 000 \$), d'audit (36 000 \$), de traduction (24 000 \$), de TI (30 000 \$) et de la paie (9 600 \$). Les dépenses prévues en communications et en sensibilisation se chiffrent à 12 500 \$.

Primes d'assurance

WCI, inc. a souscrit des assurances d'entreprise couvrant sa responsabilité civile et professionnelle, la responsabilité des administrateurs et des dirigeants et la responsabilité liée aux pratiques d'emploi ainsi que la rémunération des employés répondant aux besoins des activités au Canada et aux États-Unis, pour un coût total de 48 000 \$ par année.

Frais de déplacement et de réunion

Le budget 2017 et les prévisions 2018 comprennent les frais pour les déplacements du personnel du Canada (9 000 \$ par année) et des États-Unis (15 000 \$ par année) aux fins de gestion des projets et de participation à des réunions. Tout déplacement doit recevoir l'approbation préalable du directeur général et respecter les tarifs journaliers qui ont été déterminés par le gouvernement fédéral des États-Unis.

Sont aussi comprises les dépenses pour les rencontres de WCI, inc. dans les deux pays, notamment les réunions du Conseil. Conformément à la politique de WCI, inc. en matière d'assemblée publique, le budget de réunion prévoit la tenue de séances publiques, notamment la location de salles de conférences, le matériel audiovisuel, la reproduction de documents et

diverses dépenses directes. Le budget 2017 et les dépenses prévues en 2018 comprennent 10 000 \$ pour les réunions tenues des deux côtés de la frontière.

Autres dépenses

La présente catégorie rassemble toutes les charges d'exploitation non comprises au budget ni aux prévisions, ainsi que les dépenses excédant les sommes prévues. Le budget prévoit 12 000 \$ par année.

Tableau 3 : Budget 2017 pour le personnel et le fonctionnement de WCI, inc., et dépenses prévues en 2018

	Budget 2017	Prévisions 2018
Personnel	567 167 \$	572 414 \$
Soutien professionnel et administratif	244 100 \$	244 100 \$
Services juridiques	96 000 \$	96 000 \$
Services comptables	36 000 \$	36 000 \$
Services d'audit	36 000 \$	36 000 \$
Services de la paie	9 600 \$	9 600 \$
Services de TI	30 000 \$	30 000 \$
Services de traduction	24 000 \$	24 000 \$
Communication et sensibilisation	12 500 \$	12 500 \$
Location de bureaux et équipement	86 400 \$	86 400 \$
Location de bureaux (États-Unis)	42 000 \$	42 000 \$
Location de bureaux (Canada)	18 000 \$	18 000 \$
Matériel, fournitures, téléphone	26 400 \$	26 400 \$
Primes d'assurance	48 000 \$	48 000 \$
Déplacements, réunions et autres dépenses	46 000 \$	46 000 \$
Déplacements aux États-Unis	15 000 \$	15 000 \$
Déplacements au Canada	9 000 \$	9 000 \$
Réunions aux États-Unis	5 000 \$	10 000 \$
Réunions au Canada	5 000 \$	0 \$
Autres dépenses	12 000 \$	12 000 \$
Total	991 667 \$	996 914 \$